

Unité départementale du Val-de-Marne  
Service Risques et Installations Classées  
Pôle Air et Déchets  
12-14 rue des Archives  
94000 CRÉTEIL  
sric.ud94.drieat-if@developpement-durable.gouv.fr

Créteil, le 06/02/2025

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/11/2024

### **Contexte et constats**

publié sur   
**SNC COGE VITRY**  
10 RUE DES FUSILLES  
94400 Vitry-sur-Seine

Références : DRIEAT-IF/UD94/2025/PADVME/AE/N°021

Code AIOT : 0007402281

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/11/2024 dans l'établissement SNC COGE VITRY implanté 10 RUE DES FUSILLES 94400 Vitry-sur-Seine.

Cette visite a été réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de contrôle 2024 et de l'action nationale sur les rétentions des produits chimiques.

### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SNC COGE VITRY
- 10 RUE DES FUSILLES 94400 Vitry-sur-Seine
- Code AIOT : 0007402281    Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : IED

La Compagnie Parisienne de Chauffage Urbain (CPCU) – Chaufferie de Vitry exploite une centrale de co-génération thermique, utilisant du gaz naturel comme combustible. Elle permet la production d'électricité (125 MW électrique) et de vapeur (400 t/h) destinée au chauffage urbain pour le sud parisien. Elle fonctionne en 3x8.

L'installation est classée selon la rubrique ICPE suivante :

3110 : Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale

égale ou supérieure à 50 MW [A].

Présence d'une turbine à gaz d'une puissance de 350 MW et d'une chaudière post-combustion de 450 MW.

L'installation est classée selon la rubrique IOTA suivante :

1.2.2.0 - Prélèvement d'eau en Seine, la capacité étant supérieure à 80m<sup>3</sup>/h [A].

Présence d'une pompe de 590 m<sup>3</sup>/h.

Les installations sont réglementées par :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16/08/01 modifié ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/03/22 ;
- l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110.

**Contexte de l'inspection :** Actions nationales 2024

**Thèmes de l'inspection :** AN24 Rétention

## **2) Constats :**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;

- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Surveillance des rejets aqueux avant rejet dans le réseau public	AP Complémentaire du 01/03/2022, article 59.1	Demande d'action corrective	2 Mois
2	Surveillance des rejets aqueux avant rejet en Seine	AP Complémentaire du 01/03/2022, article 60.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 Mois
4	Connaissance des produits - Etiquetage	Arrêté Préfectoral du 16/08/2001, article 35	Demande d'action corrective	15 Jours
5	Conditions de surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	Demande de justificatif à l'exploitant	2 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Rétentions, aires de transport, de manipulation et de stockage de produits	Arrêté Préfectoral du 16/08/2001, article 22.1	

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

Dans le cadre de la surveillance des rejets aqueux dans le réseau public, l'exploitant doit :

- vérifier qu'il intègre bien la surveillance des rejets provenant du réseau pluvial ;
- mettre en place la surveillance de ses flux totaux ;
- procéder à la surveillance du paramètre Fluor et composés (dont fluorures).

Dans le cadre de la surveillance des rejets aqueux en Seine, des écarts par rapport aux valeurs limites ont

été mis en évidence ainsi que l'absence d'analyse du paramètre Fluor et composés (dont Fluorures).

Sur la gestion du risque chimique, des incohérences ont été relevées entre les fiches de données sécurité présente sur le site et les produits réellement stockés dans les armoires. Des symboles de danger étaient absents des zones de stockage.

Les conditions de surveillance des rejets atmosphériques (QAL2 / AST) doivent faire l'objet d'une demande de compléments par l'exploitant afin d'évaluer la conformité.

D'autres points (hors points de contrôles ou mineurs) ont été relevés. Ils sont détaillés dans les fiches de constats ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Surveillance des rejets aqueux avant rejet dans le réseau public

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 01/03/2022, article 59.1

**Thème(s) :** Risques chroniques      VLE des eaux avant rejet

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de faire respecter, avant rejet dans le réseau public d'assainissement les valeurs limites suivantes (voir pièce-jointe)

**Constats :**

L'exploitant procède à des rejets aqueux dans le réseau public. Ces rejets proviennent de l'eau usée domestique et du réseau pluvial. Les rejets provenant du réseau pluvial passent d'abord par le séparateur d'hydrocarbures avant d'être rejeté dans le réseau.

L'exploitant a fait procéder à un contrôle microbiologique de son eau usée domestique qui a été consulté pendant l'inspection. Ce contrôle ne permet pas de justifier de sa conformité à l'article 59.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 01 mars 2022. Toutefois, sur la plateforme GIDAF le rapport suivant était présent : le rapport d'échantillonnage et d'essai du mois d'octobre 2024 réalisé par la société WESSLING (n° de rapport : ULI24-002455-1) pour lequel des analyses sont effectuées avant rejet à l'égout. Il n'a pas été démontré, en l'état, la réalisation de l'autosurveillance en continu du débit, du pH et de la température. De plus, l'inspection apporte un point de vigilance à l'exploitant sur le fait que l'analyse de ces rejets doit prendre en considération le réseau pluvial.

Le rapport du mois d'octobre apporte les résultats d'analyses trimestrielles. Lors de l'analyse du rapport d'échantillonnage et d'essai, il a été constaté l'absence d'indications des valeurs limites applicables ne permettant pas de pouvoir réaliser une analyse rapide des éléments par l'inspection. Par ailleurs, il est constaté la réalisation de la surveillance du paramètre fluorures mais sans prendre en considération le fluor et ses autres composés. Les flux totaux ne sont pas calculés.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit vérifier qu'il procède bien à un contrôle des paramètres physico-chimique de ses rejets aqueux (domestique et y compris pluvial) avant rejet dans le réseau public. De plus, l'exploitant doit se mettre en relation avec le prestataire WESSLING afin de lui demander d'intégrer dorénavant dans ses rapports les valeurs limites applicables. Il doit également mettre en place la surveillance du paramètre Fluor et composés (dont fluorures) et procéder à la surveillance de ses flux totaux. L'autosurveillance du débit, du pH et de la température en continu doit également être réalisée.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 Mois

## N° 2 : Surveillance des rejets aqueux avant rejet en Seine

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 01/03/2022, article 60.1

**Thème(s) :** Risques chroniques      VLE des eaux avant rejet

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de faire respecter, avant rejet en seine les valeurs limites suivantes (voir pièce-jointe).

**Constats :**

L'exploitant procède à des rejets aqueux en Seine provenant de ses procédés industriel (résidus de lavage du filtre lors du traitement de l'eau déminéralisée).

Les rapports d'analyses suivants ont été versés sur GIDAF :

- Le rapport d'autosurveillance du mois de novembre 2024 ;
- Le rapport d'échantillonnage et d'essai du mois d'octobre 2024 réalisé par la société WESSLING (n°de rapport : ULI24-002455-1) ;
- Le rapport d'échantillonnage et d'essai de novembre 2024 réalisé par la société WESSLING (n° de rapport : ULI24-002729-1).

Le rapport du mois d'octobre concerne des résultats d'analyses trimestrielles ainsi que les mesures mensuelles. Celui du mois de novembre ne concerne que les résultats d'analyses mensuelles.

Il n'a pas été constaté d'écarts dans le rapport d'autosurveillance du mois de novembre 2024.

Lors de l'analyse des rapports d'échantillonnage et d'essai, il a été constaté l'absence d'indications des valeurs limites applicables ne permettant pas de réaliser une analyse rapide des éléments par l'inspection.

Les prélèvements d'eaux sont fractionnés sur 24h, permettant une analyse par comparaison des concentrations en moyenne journalière.

Dans le rapport du mois de novembre, il est constaté un écart de l'azote total (41 mg/L) par rapport à la valeur limite de 30 mg/L.

Tandis que dans le rapport du mois d'octobre, il est constaté :

- un écart sur le paramètre sulfate (3300 mg/L) pour une valeur limite de 2000 mg/L ;
- un écart sur le paramètre azote total (36 mg/L) pour une valeur limite de 30 mg/L ;
- un écart sur le paramètre DCO (56 mg/L) pour une valeur limite de 40 mg/L.

Par ailleurs, il est constaté la réalisation de la surveillance du paramètre fluorures mais sans prendre en considération le fluor et ses autres composés.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit justifier auprès de l'inspection les écarts constatés par rapport aux valeurs limites applicables et mentionner les actions mises en œuvre pour se mettre en conformité.

Par ailleurs, l'exploitant doit se mettre en relation avec le prestataire WESSLING afin de lui demander

d'intégrer dorénavant dans ses rapports les valeurs limites applicables. Il doit également mettre en place la surveillance du paramètre Fluor et composés (dont fluorures).

**Respect de la prescription :** 

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 Mois

### N° 3 : Rétentions, aires de transport, de manipulation et de stockage de produits

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/08/2001, article 22.1

**Thème(s) :** Risques accidentels      Stockage de produits chimiques dangereux

**Prescription contrôlée :**

Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir
- 50% de la capacité globale des réservoirs associés

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250L, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800L soit à 20% de la capacité totale avec un minimum de 800L si cette capacité excède 800 litres.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation, s'il existe, qui doit être maintenu fermé en conditions normales. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les réservoirs où récipients contenant des produits incompatibles, susceptibles de réagir dangereusement ensemble, ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.

**Constats :**

Les produits chimiques sont stockés sur des capacités de rétention. Il n'est pas constaté d'écarts à l'article 22.1 de l'arrêté préfectoral du 16/08/2001.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**



#### N° 4 : Connaissance des produits - Etiquetage

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/08/2001, article 35

**Thème(s) :** Risques accidentels      Connaissance des produits - Etiquetage

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R 231-53 du code du travail.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à l'arrêté ministériel du 20 avril 1994 modifié relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. Pour les stockages de produits vrac livrés par camion, l'étiquetage selon les règles du Transport des Matières dangereuses doit figurer sur les emballages.

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté la présence de nombreux produits chimiques disposant de pictogramme de dangers.

L'exploitant a précisé, que les FDS étaient disponibles de façon dématérialisée et qu'un classeur était mis à disposition des agents en salle d'exploitation.

L'inspection des installations classées a constaté que les produits chimiques décrits sur les armoires de stockages ne correspondent pas aux produits stockés.

De ce fait, les symboles de dangers sur les armoires ne correspondent pas aux produits stockés.

Aussi, l'inspection a proposé à l'exploitant de mettre également les FDS à proximité des zones de travail et des armoires de stockage, afin de d'optimiser les délais d'intervention en cas d'apparition d'une situation dangereuse. Il a d'ailleurs été signalé à l'exploitant de fermer les armoires à clé.

Enfin, il a été rappelé à l'exploitant qu'il doit s'assurer de la compatibilité des produits chimiques qu'il stocke ensemble (ex : les produits inflammables doivent être stockés à part dans une enceinte dédiée)

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit lister correctement le nom des produits chimiques présent dans les zones de stockage.

L'exploitant doit afficher les symboles de danger des produits chimiques présents dans les zones de stockage.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 Jours

## N° 5 : Conditions de surveillance des rejets atmosphériques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31

**Thème(s) :** Risques chroniques      Conditions de surveillance des rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version d'octobre 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST).

Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL2 et l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL3 et AST.

Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL2 et QAL3 conduisent à des résultats satisfaisants.

**Constats :**

La turbine à gaz possède trois modes de fonctionnement :

- Le mode RS (récupération simple) : fonctionnement de la turbine à gaz et de la chaudière en mode récupération de chaleur à partir des fumées issues de la turbine et sans allumage du brûleur ;
- Le mode PC (post-combustion) : fonctionnement de la turbine à gaz et allumage du brûleur de la chaudière pour apporter une énergie supplémentaire permettant d'atteindre un débit de vapeur plus important qu'en récupération simple ;
- Le mode AA (air ambiant) : turbine à l'arrêt et fonctionnement de la chaudière n°5 seule, comme une chaudière traditionnelle.

L'exploitant a précisé que les derniers QAL2 ont été réalisés en 2023 pour le mode RS et le mode PC. Le mode AA a été quant à lui réalisé en mars 2024. Cependant, les baies d'analyses des fumées ont été remplacées au mois de septembre 2024, pour lequel de nouveaux QAL2 vont être réalisés. Les QAL2 du mode RS et PC seront réalisés fin janvier 2025 tandis que le QAL2 du mode AA sera réalisé au début du mois d'avril 2025.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dans le cadre du remplacement des baies d'analyses et afin de vérifier la conformité à la prescription, il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection les rapports des QAL2 du mode RS et PC quand il les réceptionnera.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 Mois

# Planche photographique associée à la visite d'inspection

## N° 1 Surveillance des rejets aqueux avant rejet dans le réseau public

ARTICLE 59 : Les prescriptions de la condition 59.1 sont complétées par les prescriptions ci-après :  
L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le réseau public d'assainissement les valeurs limites suivantes :

Paramètres	Valeurs limites
pH	5,5 - 9,5
température	+5 - 12°

  

Paramètres	N° CAS	Code Sandre	Concentration en moyenne journalière (mg/l)	Flux Total en kg/j
MEST	-	1305	60	75
DBO 5	-	-	800	100
DCO	-	1314	2000	250
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogénés des composés organiques absorbables (AOX)	-	1106(AOX) 1760(EOX)	0,5	0,2
Hydrocarbures totaux	-	7009	10	4

SUR

Paramètres	N° CAS	Code Sandre	Concentration en moyenne journalière (mg/l)	Flux Total en kg/j
Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé	-	1551	30	12
Phosphore total	-	1350	10	4
Sulfates	14808-79-8	1338	2000	800
Sulfites	14265-45-3	1086	20	8
Sulfures	18496-25-8	1355	0,2	0,08
Fluor et composés (en F) (dont fluorures)	16984-48-9	7073	30	12
Cadmium et ses composés	7440-43-9	1388	0,05	< 0,002
Arsenic et ses composés	7440-38-2	1369	0,025	0,010
Plomb et ses composés	7439-92-1	1382	0,025	0,010
Mercurure et ses composés	7439-97-6	1387	0,02	< 0,002
Nickel et ses composés	7440-02-0	1386	0,05	< 0,02
Cuivre dissous	7440-50-8	1392	0,05	0,02
Chrome dissous (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	7440-47-3	1389	0,025	0,010
Zinc dissous	7440-66-6	1383	0,8	< 0,2

Les mesures sont réalisées conformément aux normes mentionnées dans l'avis du 17 décembre 2020 du ministère de la Transition Écologique sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement pour les pollutions d'origine industrielle, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de vingt-quatre heures proportionnellement au débit.

Valeurs limites, condition 59.1

## N° 2 Surveillance des rejets aqueux avant rejet en Seine

Article 60 : Les prescriptions de la condition 60.1 sont complétées par les prescriptions ci-après :  
La valeur limite en sulfate de la condition 60.1 est également remplacée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet en Seine les valeurs limites définies ci-dessous :

Paramètres	N° CAS	Code Sandre	Concentration en moyenne journalière (mg/l)
MEST	-	1305	30
DBO 5	-	-	10
DCO	-	1314	40
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogénés des composés organiques absorbables (AOX)	-	1106(AOX) 1760(EOX)	0,5
Hydrocarbures totaux	-	7009	10
Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé	-	1551	30
Phosphore total	-	1350	10
Sulfates	14808-79-8	1338	2000
Sulfites	14265-45-3	1086	20
Sulfures	18496-25-8	1355	0,2
Fluor et composés (en F) (dont fluorures)	16984-48-9	7073	30
Cadmium et ses composés	7440-43-9	1388	0,05
Arsenic et ses composés	7440-38-2	1369	0,025
Plomb et ses composés	7439-92-1	1382	0,025
Mercurure et ses composés	7439-97-6	1387	0,02
Nickel et ses composés	7440-02-0	1386	0,05
Cuivre dissous	7440-50-8	1392	0,05
Chrome dissous (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	7440-47-3	1389	0,050
Zinc dissous	7440-66-6	1383	0,8

Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions pourra être évaluée en considérant la concentration nette qui résulte de l'activité de l'installation industrielle.

Valeurs limites, article 60.1